

République du Bénin

Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR)

Projet d'Approvisionnement en Eau Potable en milieu Rurale et Assainissement des eaux usées Urbaines**Avis d'Appel d'Offres ouvert international (AAOI)**

AOI N°T_DT_765406 du 07/04/2021

Financement : Crédit IDA 5931-BJ et Budget national

1. La République du Bénin a obtenu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement pour financer le Projet d'approvisionnement en Eau Potable en milieu Rural et d'Assainissement des eaux usées Urbaines (PEPRAU) placé sous la tutelle de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR), et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour cofinancer avec le budget national, le marché de **construction du Laboratoire National de Contrôle de la Qualité de l'Eau et des Produits de Santé (LNCQEPS)**.

2. A cet effet, la Personne Responsable des Marchés Publics de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR) agissant en qualité de Représentant du Maître d'ouvrage sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux de **construction du Laboratoire National de Contrôle de la Qualité de l'Eau et des Produits de Santé (LNCQEPS)**.

3. La procédure d'appel d'offres se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres ouvert international (AOI) spécifiées dans les *Directives relatives à la passation des marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de de la BIRD et de crédits de l'AID.*; elle est ouverte à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité, tels que définis dans lesdites *Directives*.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR), domiciliée à l'ancien siège de LIBERCOM en face de l'entrée principale du Hall des Arts, des Sports et des Loisirs à Cotonou, 04 BP 1412 Cotonou, Tél : (229) 69 08 08 11 les jours ouvrables, de 08 heures à 12 heures 30 et de 14 heures à 17 heures 30 E-mail : gbojrenou@presidence.bj avec copie à samigan@presidence.bj et ahoun@presidence.bj, à l'attention de : Personne Responsable des Marchés Publics de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR), bureau 06 deuxième étage

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Travaux-Droit Civil.

BON A LANCER

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus. le coût d'expédition du dossier d'appel d'offres est exigé pour les candidats qui désirent recevoir le jeu complet du dossier d'appel d'offres par courrier rapide.

Le paiement sera fait par versement sur le compte ANAEPMR/RECETTES ISSUES DES VENTES DAO ouvert dans les livres de UBA BANQUE, numéro 513100000646. Le dossier d'appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou adressé à leur frais.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard^{27/05/21} à **10 heures, heure de Cotonou (GMT+1). Les offres doivent comprendre la garantie d'offres d'une valeur de trente-deux millions (32 000 000) de francs CFA.**

La procédure de remise des offres par voie électronique ne sera pas permise. Toute offre reçue en retard sera rejetée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à la salle de réunion de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR) **le même jour à 10 heures 30mn, heure de Cotonou (GMT+1).**

8. Les exigences en matière de qualifications sont définies de façon détaillée à la section III du dossier d'appel d'offres « Critères d'évaluation et de qualification ». Ils comprennent essentiellement :

Capacité financière

Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose d'avoir liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l'avance de démarrage éventuel, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres à hauteur de **quatre cent millions (400 000 000) de francs CFA ou en monnaies librement convertibles**, et nets de ses autres engagements.

Le soumissionnaire doit présenter des bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du Soumissionnaire, autres états financiers acceptables par le Maître de l'Ouvrage pour les **cinq (05) dernières années (2015, 2016; 2017, 2018, 2019)** démontrant:

a) **la solvabilité actuelle du soumissionnaire** (ratio de solvabilité ou d'autonomie financière = capitaux propres / Total du bilan > 20% pour l'état financier de l'année 2019) et

b) **la rentabilité à long terme du soumissionnaire** (taux de rentabilité économique = résultat net positif / Total actif > 1,5% pour chacun des 05 états financiers)..

Chiffre d'affaires annuel moyen

Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen qui correspond au total des paiements mandatés reçus pour l'ensemble des marchés en cours et/ou achevés au cours des cinq (05) dernières années (2015, 2016, 2017, 2018, 2019) d'au moins égal à **six milliards (6 000 000 000) francs CFA.**

BON A LANCER

Expériences générales en construction

Prouver au moins deux (02) expériences de marchés de construction de bâtiment à titre d'entrepreneur principal, de membre de groupement, au cours des cinq (05) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019, 2020).

Expériences spécifiques de construction

Réalisation à titre d'entrepreneur principal, de membre d'un groupement, d'au moins deux (02) marchés similaires (infrastructure sanitaire) stipulé ci-après, de manière satisfaisante ou achevés pour l'essentiel exécutés au cours des cinq (05) dernières années à compter du 1er janvier 2016 avec une valeur minimum de chaque marché de deux milliards (2 000 000 000) de francs CFA HTVA.

Chacun des marchés présentés au titre de ce critères doit satisfaire aux exigences essentielles minimales ci-après : Bâtiment administratif de type R+1 en charpente métallique, bardage, cloison et couverture en panneaux sandwich sur une emprise de 1500m², Réalisation des travaux de Voirie et réseaux Divers, Fourniture et installation de système photovoltaïque, des équipements électriques et informatiques.

Seules seront prises en compte d'évaluation les expériences prouvées par la fourniture des copies certifiées conformes des certificats de bonne fin d'exécution ou des PV de réception définitive accompagnées des extraits des contrats de marchés y afférents portant la mention (i) du montant des travaux, (ii) du descriptif des travaux exécutés, (iii) du numéro d'identification du contrat de marché et (iv) l'adresse du Maître de d'ouvrage.

Expériences Spécifiques de construction dans les activités principales

Pour les marchés référencés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés en tant qu'entrepreneur principal, membre de groupement pendant la période stipulée au paragraphe 4.2 a) ci-dessus, prouver une expérience minimale de construction achevée de manière satisfaisante ou achevés pour l'essentiel dans les activités-clés suivantes :

Dans un même marché :

- a) les travaux de gros œuvres avec en moyenne de 500m³ de béton réalisé,
- b) les travaux de charpente métallique,
- c) bardage en panneaux sandwich,
- d) cloison et couverture en panneaux sandwich,
- e) les travaux de menuiserie PVC,
- f) les travaux de terrassement, d'assainissement et d'aménagement,
- g) les travaux d'électricité en courant fort pour un bilan de puissance de 360KVA,
- h) les travaux de fourniture et d'installation d'équipement solaire et d'ascenseur,
- i) les travaux de plomberie et de réseau incendie.

BON A LANGER!

Moyens humains

Le soumissionnaire doit disposer des moyens humains indispensables à l'exécution du marché, notamment des (i) un (1) Directeur de projet, (ii) deux (2) Conducteurs de travaux, (iii) trois chefs de chantier, (iv) Expert ou Ingénieur topo, (v) Ingénieur en électricité, (vi) Ingénieur en télécommunication (Informatique et réseau), (vii) Ingénieur planificateur, (viii) Responsable HSE, (ix) Ingénieur en VRD, (x) Spécialiste en étanchéité, (xi) Spécialiste en Menuiserie PVC, (xii) Gestionnaires achats et responsable des affaires financières

Moyens Matériels

Le soumissionnaire doit établir qu'il dispose entre autres de : (i) Camions benne 10 roues pour le transport des matériaux, (ii) Camionnettes pour le transport des matériaux et matériels, (iii) Véhicules de liaison pour les conducteurs de travaux, pick up, (iv) Niveleuse, (v) Compacteur vibreur de 15 tonnes, (vi) Camions citernes d'une capacité de 4500 litres au moins, (vii) Bétonnières d'une capacité de 300 litres au moins en bon état, (viii) Vibreur, (ix) Échafaudages métalliques, et poutres noées de coffrage avec accessoires, (x) Monte-charge électrique ou grue pour travaux en hauteur, (xi) Tractopelle, (xii) Groupe électrogène de 50 KVA, (xiii) Camion à béton avec pompe (6 à 15m³ de capacité), (xiv) Lot équipements de laboratoire, (xv) Lot équipements topographique, (xvi) Lot équipements de sécurité générale, (xvii) Autres équipements nécessaires (matériels de soudure, petit outillage de manutention et transport, équipements de mesure, ...).

9. Une marge de préférence *ne sera pas* octroyée aux soumissionnaires éligibles.
10. Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 12 mois. **Il court à partir de la date indiquée dans l'ordre de service de commencer les travaux.**
11. Le marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est un marché public qui sera cofinancé par les crédits IDA et les ressources du budget national. C'est un marché de travaux à prix unitaires en Hors TVA (H TVA) et en Toutes Taxes Comprises (TTC) appliqués aux prestations réellement exécutées et mesurées conformément aux dispositions d'un devis estimatif.

Fait à Cotonou le, 07/04/2021

Personne Responsable des Marchés Publics de l'ANAEMPR


Christian Gnonnan BODJRENOU

BON A LANCER